

GRÈVE LE 23 NOVEMBRE !



Avenir sombre de la DGFIP en marche ! Services informatiques intouchables ?

La situation de la DGFIP en cette fin d'année 2017, et les annonces effectuées, laissent présager un avenir sombre pour nos missions, nos services, nos carrières, nos acquis de longue date (ex. règles de mutation) et notre statut. Dans les 5 ans à venir, le gouvernement MACRON condamne la DGFIP à tenter de survivre sous une forme qui sera éloignée de celle que nous connaissons aujourd'hui.

15 000 à 20 000 suppressions d'emplois DGFIP sur 4 ans !

15 000 à 20 000 suppressions d'emplois pendant le quinquennat dont 16 000 environ déduites des départs en retraite sur la période. Mais pour faire le compte, 4 000 supplémentaires seront obtenues sans doute par l'arbitraire : mobilité forcée ou pire encore...

Services Informatiques DGFIP en marche pour CAP22 ?

Les services informatiques de la DGFIP ne seront pas épargnés. Ce n'est pas parce que nous pilotons et participons à des projets ambitieux ré-internalisés que nous sommes irremplaçables !

Le transfert de missions publiques au privé, prévu par CAP22, est déjà mis en œuvre à l'ESI Versailles où 5 salariés sont installés. Cette équipe recrutée et encadrée par une société privée avec laquelle la DGFIP a passé un marché public, vient en renfort du service ADO jusqu'à fin 2020. Les entreprises n'auront pas besoin de connaître le « métier » pour reprendre cette activité, alors à qui le tour ?

Les objectifs inavouables de nos dirigeants administratifs sont de déstructurer et de numériser les missions de la DGFIP grâce à notre savoir-faire technique et nos expériences métiers. On va vers l'avènement d'une plate-forme numérique décloisonnée et accessible par les agents et les usagers, indifféremment depuis tout le territoire et plus encore si besoin...

L'abandon en cours des technologies issues des logiciels libres sur des projets d'importance (logiciel ou matériel) pour laisser la place à des solutions plus coûteuses, basées sur des produits propriétaires et standardisés, laisse présager des externalisations massives. Le tout au profit de sociétés informatiques via des contrats clefs en main lucratifs mais sans doute bien moins coûteux pour l'État qu'un fonctionnaire assermenté.

TOUS EN GRÈVE ET À PARIS LE 23 NOVEMBRE 2017

À Paris, rendez-vous à Bercy à partir de 12h00